LA RÉPUBLIQUEDE VANUATU

Discours prononcé par

LE TRÈS HONORABLE MOANA CARCASSES KALOSIL

PREMIER MINISTREDELA RÉPUBLIQUEDE VANUATU

DEVANT

LA SOIXANTEHUITIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

SIÈGE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, NEW YORK

28 SEPTEMBRE 2013

M. le Président,

Les Excellences,

Les délégués d'honneur,

Mesdames et Messieurs,

La République du Vanuatu a l'honneur de participer à cette réunion que vous présidez. Ainsi, il veut, comme toutes les autres délégations de haute estime, vous féliciter pour votre élection à la présidence de cette 68ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il tient également à féliciter tous les membres de votre Bureau.

M. le Président,

En ce qui concerne la Syrie, nous avons constaté que les conflits internes se sont transformés en différends internationaux auxquels cette instance auguste doit trouver des solutions. Au cours de cette session, des débats intenses ont eu lieu sur ce conflit sans fin qui affecte le peuple syrien et qui perturbe la paix dans la

région et ailleurs. Nous nous joignons aux nombreuses autres nations qui aiment la paix pour appeler à la cessation du conflit et pour demanderaux Nations Unies de s'engager plus en vue d'imposer une interdiction internationale de l'usage d'armes chimiques. D'autre part, nous insistons auprès des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie de jouer un rôle prédominant dans la question syrienne et dans le règlement de la question du recours aux armes chimique dans ce pays.

Nous nous sommes préoccupés par le fait que ces conflits ont détourné l'attention internationale qu'il convient de concentrer sur des programmes beaucoup plus importants tels que nos aspirations communes du développement du millénaire. Il n'est pas juste que les pays recourant à ces actes illégaux puissent déclencher des guerres qui peuvent coûter beaucoup d'argent, alors que les autres états qui aiment la paix et leur peuple souffrent des conséquences car l'argent dépensé aurait pu être orienté en vue d'utilisation meilleure et efficace.

M. le Président,

C’est ici, sur cette tribune, que les Chefs de nos nations ont librement exprimé ce qu’ils avaient dans le cœur afin de trouver ensemble des solutions pour tenter de motiver la communauté des nations qui croient à la paix et à la sécurité internationales. Nous avons pour objectifs principaux de prendre des décisions collectives pour résoudre de nombreuses questions internationales dont certaines exigent des mesures urgentes, comme la question du changement climatique. C’est ici que nous avons appelé à la reconnaissance des droits de la femme, de l’enfant et des personnes souffrant d’incapacité qui sont pris dans des conflits et desviolences. C’est ici, M. le Président, que nous avons appelé à l’aide, de la part de ceux qui ont souffert de discrimination en raison de la couleur de leur peau, de leur religion, ou de leur affiliation politique.

Pour la République du Vanuatu, cette tribune est la seule au niveau international où nous nous sommes prononcés,

année après année, depuis 1981, contre le colonialisme et le néo-impérialisme sous toutes leurs formes. Et je me tiensencore ici, une fois de plus au nom de toute la population de notre archipel, pour m'exprimer au nom de ceux qui vivent encore dans des territoires colonisés. Nous savons,M. le Président, que la décolonisation n'est pas encore achevée. Néanmoins, nous avons constaté que le Comité spécial de décolonisation prend de plus en plus de mesures positives, lors de ses sessions de 2013, et a reconnu le droit inaliénable d'autonomie de la Polynésie française. De même, nous apprécions le travail du Comité dans le maintien du dialogue sur la question de la Nouvelle-Calédonie. Cependant, permettez-moi de remercier, à ce stade, le gouvernement français pour sa collaborationdans l'avancementdu processus de décolonisation. Il est important de maintenir ce dialogue dans le but précis d'aider le peuple kanak à obtenir son indépendance. Dans le plus grand respect possible, j'encourage toutes les parties à veiller à ce que le processus d'obtention de la liberté soit maintenu. Au

Groupe de Fer de lance mélanésien, nous apprécions le travail effectué par le Front de libération nationale kanak et socialiste qui assure la présidence du Groupe de Fer de lance mélanésien.

M. le Président,la Républiquedu Vanuatu vient juste de sortir du colonialismeen obtenant son indépendance politique des pouvoirs du Condominium il y a 33ans. En nous basant sur notre lutte pour l'indépendance, nous partageons le parcours et les multitudes de maux de cœur et de rêves de plusieurs de nos frères et sœurs dont les droits à la liberté civile et politique en général sont toujours retenus par les tentacules de l'impérialisme et du colonialisme.

M. le Président,

J'aimerais réitérer ici, notre appel lancé l'année dernière sur cette tribune, que le Secrétariat des Nations Unies doit toujours rester impartial et éviter toute mise en œuvre sélective des résolutions de l'Assemblée générale et des

résolutions du Conseil de sécurité sur les droits de tous les peuples qui désirent obtenir leur liberté du colonialisme ou de l'impérialisme, sous toute ses formes.

Nous pouvons tous débattre des questions de terrorisme, de crises financières et économiques, de changement climatique, et parvenir à un certain niveau de compréhension de la gravité de ces défis et de mesures à prendre pour les résoudre. Nous pouvons tous parler de la bonne gouvernance et de la règle de droit ainsi que du respect du droit de la personne. Mais quand il s'agit des questions du droit du peuple de la Papouasie occidentale, nous devenons muets, même sur cette tribune.

J'aimerais féliciter le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki Moon, qui, lors de sa visite en 2012 en Asie, a souligné que l'ONU fera tout son possible pour s'assurer que le droit de la personne soit respecté en Papouasie occidentale, et je cite ces paroles : *« que vous soyez un État indépendant, un territoire non autonome ou autre, le*

droit de la personne est inaliénable et est un principe fondamental des Nations Unies. » Fin de citation.

Maintenant, comme membres de l'ONU, nous devons appeler à traduire ces paroles en mesures concrètes. **M. le Président**, mongouvernementappelle les Nations Unies à nommerun Représentant spécial de l'ONUchargé d'enquêter sur la violation présumée du droit de la personne en Papouasie occidentale et sur le statut politique de ce territoire à la lumière descontroverses autour de l'administration, établie dans les années 60, de l'Autorité exécutive provisoiredes Nations Unies. Depuis la Loi controversée sur le libre choix, les Nations Unies ont toujours refusé d'accorder toute reconnaissance quelconque aux papous occidentaux. Beaucoup de documents historiques démontrent queles mélanésiens de la Papouasie occidentale sont les boucs émissaires de la politique de la guerre froideet sont sacrifiés pour satisfaire les appétitsdans les ressources naturelles que possède le

pays. Aujourd’hui, ils restent toujours victimes de l’ignorance de l’ONU.

M. le Président, si le Représentant de l’ONU, M. Ortiz Sanz,a décrit le problème de la Papouasie occidentale comme un cancer qui se développe “du côté de l’ONU et qu’il a pour rôle de l’éliminer”, il est évident aujourd’hui, d’après ce que nous avons constaté, que ce cancer n’a jamais été éliminé mais seulement dissimulé. Ce cancer doit être traité un jour.Nous ne devons pas avoir peur si l’ONU avait commis des erreurs par le passé. Nous devons admettre nos erreurs et en sortir plus forts. Car si nous sommes faibles et nous reconnaissons nos erreurs, et prenons des mesures correctives, alors nous devenons plus forts et plus vivants.

En tant que membres des Nations Unies, nous nous abonnons tous aux principes de la démocratie, de la bonne gouvernance, du droit de la personne, de la responsabilité et de la règle de droit prévus dans la Charte des Nations

Unies. En cette période de technologie où rien ne peut échapper à l'attention de la société civile et des gouvernements, M. le Président, je me demande comment pouvons-nous ignorer des centaines de milliers de papous occidentaux qui sont brutalement battus et assassinés ? M. le Président, le peuple de la Papouasie occidentale considère l'ONU comme une lueur d'espoir. Maintenant nous débattons du problème de la Syrie. Dans ce même état d'esprit, permettez-nous, mes collègues leaders, d'exprimer notre soutien au peuple de la Papouasie occidentale. Il est temps pour l'ONU d'aller au-delà de ses périphéries et de s'activer pour corriger des erreurs historiques.

M. le Président

Depuis notre indépendance il y a 33 ans, le peuple indigène de mon pays ne cesse de se préoccuper d'une partie de son territoire maritime et culturel, dont les îles Umaepnune (Mathew) et Leka (Hunter) situés au sud de

Vanuatu, qui est toujours occupée par la France. Ce fait empêche à notre peuple le droit de jouir pleinement de sa liberté politique et ses droits culturels inhérents, et empêche le peuple autochtone de la province du sud du pays de remplir pleinement ses obligations de protéger sa culture et tradition qui le lient à sa terre et qui reste souverain depuis la nuit des temps.

Ces deux îles sont d'une grande importance car elles constituent la base de l'établissement de notre cadre culturel unique qui lie notre groupe culturel insulaire connu sous le nom de TAFEA. C'est ce cadre culturel qui nous gouverne et définit notre identité ainsi que notre mode de vie bien avant que les puissances administratives coloniales ne commencent à explorer et administrer nos côtes. Malheureusement, aujourd'hui, l'accès à ces îles sacrées et culturelles reste interdit à notre peuple autochtone.

Mon gouvernement appelle donc la communauté des nations danscette assemblée à faire observer les principes

du respect des droits de notre peuple autochtone et leur train de vie. De même, nous demandons au gouvernement français d'accorder, à notre peuple indigène de TAFEA, l'accès aux terres de leurs ancêtres, les îles d'Umaenupne et de Leka dans le Sud de la République de Vanuatu.

M. le Président

L'appel des Nations Unies pour examiner les Objectifs du millénaire pour le développement et prévoir un programme de développement pour l'après 2015 nous force à repenser nos structures de partenariat mondial et nos priorités et mesures nationales afin de mieux réaliser nos objectifs au-delà de 2015. Mon pays a connu des progrès dans la réalisation de certains objectifs des OMD. Toutefois, il faut créer des conditions favorables à la croissance et au développement économique. Il faut une approche intégrée et équilibrée pour les fonctions sociales, économiques et environnementales.

Pour y arriver, mon gouvernement a mis l'accent sur le changement climatique, l'énergie renouvelable et l'exploitation durable de l'environnement. Maintenant, nous avons créé un ministère à part chargé de l'Adaptation au changement climatique,de l'Énergie et de l'Environnement pour permettre au gouvernement de traiter les questions soulevées dans ce domaine. Nous accueillerons des possibilités de partenariat sans condition pour mieuxrésoudre ces questions importantes. Il est évident, M. le Président, qu'il y a eu beaucoup de débats sur les questions de changement climatique ; mais, le niveau d'exécution de financement a été peu satisfaisant, vue les impacts du changement climatique rapide sur les petits États insulaires. Nous appelons à plus de mesures et de décisions sur ce front.

M. le Président

Dans le cadre de son soutien au changement de paradigme dans le développement, Vanuatu reconnaît également que le nouveau programme de développement peut conférer

ses propres faiblesses, donc il doit être étudié attentivement au cours de sa conception finale. Il est donc évident que cette nouvelle modalité tienne compte de : (i) la complexité qui existe toujours dans les programmes internationaux d'aide pour le développement, couplé au risque de crises financières imprévues qui peuvent affecter l'apport d'aide ; (ii) les défis de réalisation des objectifs actuels des OMG, rencontrés par des pays ; (iii) l'ambigüité et la difficulté dans la priorisation des objectifs dans une liste rallongée de priorités ; (iv) le retrait imminent de mon pays du statut des PMD et les avantages qui vont avec ; et (v) le risque de niveau réduit de dépense réelle d'aide par tête, affecté en partie par le manque d'augmentation d'aide globale pour le développement.

En ayant connaissance de ces questions, le Vanuatu a pris des mesures en partie sur notre propre consentement et avec l'aide de nos partenaires pourétablir une plus forte résistance contre ses propres vulnérabilités. Le plan

consiste à prendre des décisions par des sauts qualitatifs dans le cadre du développement de l'infrastructure du pays dans lequel de nouveaux ports maritimes, routes et aéroports seront construits et améliorés afin de faciliter, entre autres choses, une grande participation de la population rurale à l'économie nationale.

Je tiens à remercier le gouvernement chinois, australien, néo-zélandais et la Banque asiatique de développement pour leur aide, ainsi que le gouvernement des États-Unis pour son énorme investissement dans les deux principales routes nationales de Vanuatu. Nous considérons cela comme un investissement dans l'avenir de mon pays où 60% de la population est âgée de 25 ans et moins, et la plus grande partie de la population vivanten milieu rural aura la possibilité d'avoir un plus grand accèsaux marchés et possibilités commerciales dans les îles de l'archipel.

M. le Président

Toutes nos initiatives de développement doivent tout couvrir et ne doivent pas ignorer les pauvres et les personnes vivant en marge. Mon pays a pris des mesures nécessaires pour s'assurer que la parité homme-femme et le renforcement du pouvoir des femmes est en cours. Les mesures du gouvernement couvrent des législations modifiant les lois sur la discrimination sexuelle, traitant les questions de violence conjugales et la soumission des rapports périodiques universels afin de se conformerau cadre de rapport de la Convention du droit de la personne.

Enfin, M. le Président, pour conclure, je tiens à vous remercier encore une fois pour m'avoir laissé la possibilité de m'exprimer dans ce forum. Nous avons beaucoup parlé sur beaucoup de choses, et maintenant, nous devons traduire nos paroles par des mesures. Je souhaite longue vie à nos aspirations dont le but consiste à créer un monde meilleur et plus sûr pour tout le monde.

M. le Président, je vous remercie.